

L'Union européenne malade de son agriculture

La crise met en évidence les limites de la Politique agricole commune. Il est urgent de l'infléchir, alors que le sentiment européen se détricote.



De gauche à droite : Marcus Neundörfer, Yves Madre, Phil Hogan, Michel Dantin, Mario Guidi et Xavier Beulin, à la tribune de Bruxelles.

Bruxelles.

De notre envoyé spécial

Élaborée en période faste, trop confiante dans la seule loi du marché, la Politique agricole commune est aujourd'hui percutée de plein fouet par une crise qui s'éternise, laminer toutes les filières.

De quoi soulever de plus en plus d'interrogations et sollicitations pressantes.

C'était l'objet du débat organisé par le cercle de réflexion Farm Europe réunissant, mardi soir, au Parlement européen de Bruxelles, tout ce que l'Union a de plus influent en matière agricole : députés, syndicalistes, industriels, etc.

Le commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan n'est pourtant resté que quelques minutes. Le temps d'un discours confiant et très « sémantique » : les perspectives sont « positives à long terme », les exportations européennes ont fait « un re-

marquable +6 % dans ce contexte difficile ». Et, surtout, « je suis là pour appliquer la politique décidée par le législateur ». C'est-à-dire : pas question de toucher à l'actuelle Pac. Point à la ligne.

Soutenir l'agriculture

Un peu court. Le député européen Michel Dautin (LR) l'exhorte pourtant « à davantage d'ambition » : cette Pac « ne répond plus à la volatilité des marchés » et à « l'effondrement des prix ». Il faut « rompre avec les politiques du passé » alors que « nos concurrents, américains, brésiliens, indiens, ne cessent de soutenir leur agriculture ! » Mais Phil Hogan de partir à des débats sans doute plus importants.

Ce qui amène l'Italien Mario Guidi, président de Confagricoltura, à mettre les points sur les i : « Cette Pac est coûteuse et inefficace... » et son verdissement « trop difficile à mettre en œuvre ». Xavier Beulin,

président de la FNSEA, approuve : « Ce verdissement ne relève pas de la politique agricole. » Il réclame de la stabilité, « pour inspirer la confiance » qui, seule, permettra le retour « des investissements ».

Le député Paolo de Castro (socialiste) est encore plus sévère : « Cette Pac est un échec. » Ses trois objectifs étaient « nobles » : compétitivité, verdissement, social. « Mais une seule politique ne peut gérer ces trois dossiers. » Conséquence : face à l'inertie actuelle de l'Union, qui laisse les Etats membres se débrouiller devant les effets de la crise agricole, « les politiques sont en train d'être renationalisées ». Avec tous les risques de dérapages que cela implique.

En fait, en laissant sa politique agricole se déliter ainsi, c'est l'Europe elle-même qui est en train de se détricoter...

Christophe VIOLETTE.